

# La justice du marché ne respecte pas la puissance des autorités

**Opinion** La concurrence opère de manière «brutale». Les changements qu'elle induit ne résultent pas d'une concertation. Mais n'est-ce pas plutôt une question d'efficacité?



**Guido Hülsmann\***

La hausse simultanée des profits et des licenciements fait scandale. Des grandes entreprises annoncent des résultats record et en même temps les pressions sur les salaires ne cessent de croître. Une dérive du mondialisme? L'avidité des capitalistes s'est-elle affranchie de toute limitation d'ordre moral ou économique?

Le choix d'investissement va forcément de pair avec un choix géographique. L'économie de marché est essentiellement une économie étalée dans l'espace; sa seule limite naturelle est le monde entier. L'économie ne devient pas mondiale quand on baisse les droits de douane et les quotas d'importations. Elle est mondiale par nature. Ceci n'est pas apparent dans les stades primitifs du développement économique parce que les coûts de transports et d'information, alors très élevés, favorisent les investissements locaux. Mais quand ces obstacles s'effondrent, les capitalistes commencent à considérer des projets d'investissement hors de leur région d'activité traditionnelle.

Cet élargissement de l'horizon intellectuel des capitalistes ne va pas sans créer des tensions émotionnelles, sociales et politiques. En effet, les choix d'investissement ont un impact inégal sur les fortunes individuelles. Le fermier riche qui investit à l'extérieur de son

village prive de ce fait les villageois de certains bénéfices matériels dont ils auraient pu jouir s'il avait investi localement. Il en est de même lorsqu'un entrepreneur «délocalise» une usine de production vers la Hongrie. Les investissements interrégionaux – hors du village d'origine, mais toujours à l'intérieur de la nation – ont jadis provoqué les mêmes ressentiments. Aujourd'hui les exportations d'un capital auvergnat en région parisienne sont politiquement acceptables, tandis que les

*Pour ceux qui ont le ventre vide, rien n'est plus important qu'une vaste et rapide accumulation de capital, chez eux*

exportations d'un même capital auvergnat en Slovaquie ou au Bangladesh suscitent encore de contestations. Et pourtant, il n'y a pas de différence essentielle entre les deux cas. Tous deux sont réalisés parce que les profits sont plus élevés ailleurs que chez soi. Tous deux facilitent ainsi une plus grande accumulation du capital. Là où l'on fait des surplus énormes, on peut en réinvestir davantage et donc augmenter la production et le niveau de vie. Ceci bénéficie directement à la région étrangère où l'investissement augmente la production. Et indirectement, les exportations de capital bénéficient aussi à la région d'origine parce que cette production étrangère se fait à moindre coût et qu'elle allège par conséquent le budget des con-

sommateurs. En Europe occidentale, il est de bon ton de dédaigner ces faits. On nous apprend jour après jour que le seul progrès matériel n'est pas forcément désirable s'il n'est pas accompagné d'une distribution «équitable». Soit. Mais cela est le point de vue de ceux qui ont le ventre plein. Pour ceux qui ont le ventre vide, rien n'est plus important qu'une vaste et rapide accumulation de capital, surtout chez eux. Or les profits ont tendance à diriger les capitaux exactement là où ils se multiplient le plus, et il est normal qu'ils se multiplient le plus dans les régions les plus dépourvues.

Ceci est tout le contraire d'une évolution qui serait moralement inacceptable. C'est en effet une véritable «justice du marché» – aveugle quant à la race, nation et naissance des participants au marché; qui ne respecte ni puissance politique ni pouvoir économique; et qui accepte le critère cosmopolite du profit pour arbitrer entre les projets d'investissement qui sont présentés à sa juridiction.

Bon nombre de pays ont récemment abandonné le modèle étatique du développement. Ils l'avaient adopté après la Deuxième Guerre mondiale quand l'idéal de la planification a été prôné dans les universités occidentales. Ils l'ont lâché après la chute de l'empire soviétique. Pendant quarante ans, les capitalistes occidentaux ont fui ces pays. Le résultat était une plus forte accumulation de capital chez nous et pauvreté permanente dans lesdits pays du «tiers-monde». Mais le jour même de la reconversion de ces derniers au respect des droits de propriété, nos capitalistes n'ont pas hésité à y

investir. Ces investissements vont, à terme, établir une répartition plus égale des capitaux dans le monde entier. C'est la phase historique dans laquelle nous nous trouvons. Aujourd'hui les investissements faits en Occident doivent concourir avec les investissements en Chine et Inde. Le seul moyen d'attirer des capitaux chez nous, voire de les retenir, c'est de leur proposer une rémunération similaire à celle pratiquée dans ces pays. Et la seule manière de le faire consiste à augmenter l'écart entre les recettes et les dépenses des entreprises. D'où la pression sur les salaires.

Cette situation ne va pas disparaître rapidement. Pendant bien des années encore nous verrons des profits importants sans augmentations importantes du côté des salaires nominaux (les salaires réels vont augmenter en raison de la plus grande production asiatique). Il va sans dire que cet état des choses ne satisfera pas tout le monde. Mais nous l'avons dit: il n'est pas injuste.

La concurrence opère de manière «brutale» si l'on en croit certains, puisque les changements qu'elle induit dans la production et dans la vie de chacun ne résultent pas d'un processus de concertation politique. Mais ce qui est brutalité aux yeux des uns est efficacité et rapidité aux yeux des autres. C'est précisément sa capacité d'assurer un progrès économique rapide, même pour ceux qui ne sont pas représentés dans les assemblées politiques, qui rend le marché précieux, et même vital, du point de vue des plus démunis dans le monde.

\*Economiste, professeur à l'Université d'Angers.

## Bloc-notes

### Une dette étouffante



**Ignace Jeannerat**

A chaque heure de chaque jour qui passe, les Etats-Unis accumulent 80 millions de dollars de dette. Et en Suisse? Le rapport du Conseil fédéral relatif à l'évolution de la dette des administrations publiques – qui vient de paraître – ne répond pas à ce point précis. Mais la lecture de ce document très fouillé de 80 pages est indispensable. La Suisse creuse son endettement.

Fin 2004, la dette cumulée de la Confédération, des cantons et des communes a atteint 238,6 milliards de dollars, soit 53,5% du PIB. Un niveau proche des pays scandinaves ou des Pays-Bas. L'augmentation a été fulgurante dans les années 90, au-delà de la moyenne de l'OCDE. Quatorze ans plus tôt, la dette s'élevait à 98 milliards, soit 29,9% du PIB.

Entre 1990 et 2004, la dette de la seule Confédération a crû de 88 milliards. Pour 39%, à cause des déficits du compte financier. Pour 32% pour l'assainissement des finances des CFF, des déficits des caisses de pensions de la Confédération, de La Poste et des CFF ou la recapitalisation de RUAG. Ou encore pour 11% pour des prêts non encore remboursés, par exemple à l'assurance chômage ou au fonds pour les grands projets ferroviaires.

Et les cantons? La hausse de la dette brute des cantons a été moins abrupte que celle de la Confédération, passant de 12 milliards en 1990 à 33,6 milliards en 2004. Soit de 3,7% du PIB à 7,5% du PIB après un taux d'endettement record en 1998 et 1999 de 9,6% du PIB. Le plus étonnant et

intéressant est l'évolution contrastée de l'endettement des cantons. Genève, Vaud, Berne et Zurich forment le groupe des cantons les plus lourdement endettés, avec leur dette brute comprise entre 9 et 15 milliards en 2004. En 1990 déjà, ils totalisaient à eux quatre la moitié de l'endettement cantonal, part qui a grimpé à 62% du total en 2004.

Pour faciliter la comparaison, la dette cantonale moyenne par habitant était de 4500 francs en 1990 et de 9700 francs en 2004. Mais Genève explose tous les compteurs avec 34 100 francs par habitant (le triple depuis 1990!),

*Le paiement des intérêts engloutit chaque année 7 milliards de francs*

suivi par Bâle-Ville (28 500 francs) et Vaud (17 000 francs). A l'opposé, les cantons de Fribourg, Schwyz, Saint-Gall et les deux Appenzell ont un endettement par habitant inférieur à 4000 francs. L'étude fait remarquer que la capacité financière d'un canton n'a rien à voir avec le niveau d'endettement puisque parmi les six cantons dont l'endettement est supérieur à la moyenne, deux ont à chaque fois une capacité financière forte, moyenne ou faible.

Le paiement des intérêts engloutit chaque année 7 milliards de francs (ce montant équivaut à un taux d'intérêt moyen de 2,85%), soit 7% des recettes fiscales ou près du double du budget de la Confédération pour l'éducation et la recherche fondamentale. A supposer que les taux d'intérêt montent de 1%, la charge s'alourdirait de 2,4 milliards.

Le rapport est disponible en français sous <http://www.efd.admin.ch/dokumentation/zahlen/00578/01051/index.html?lang=fr>.

## Analyse

### «Déçus en bien...»

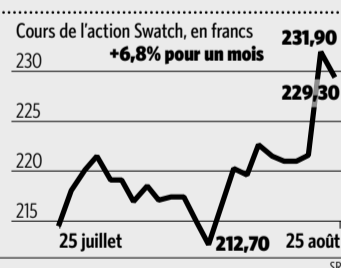
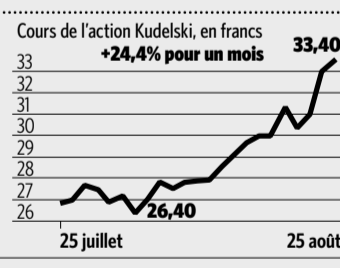
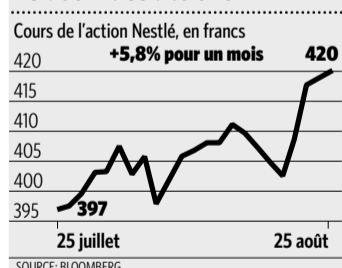


**Jean-Claude Pécelet**

Petit rattrapage express pour ceux qui n'ont pas fini de secouer le sable de leurs bagages de vacances. La rentrée économique, elle, date d'il y a une dizaine de jours, et un fait marquant la domine: l'excellente tenue des résultats semestriels présentés jusqu'ici par les sociétés, suisses notamment. Il ne se passe pratiquement pas un jour sans que les médias n'utilisent le qualificatif «record» pour qualifier l'évolution du chiffre d'affaires ou du bénéfice.

On en déduit logiquement que la demande mondiale reste vigoureuse, son assise large. Bien entendu, on observe avec attention les Etats-Unis, où le dégonflement longtempore annoncé de la bulle immobilière s'accroît, sans qu'on sache s'il restera limité comme en Grande-Bretagne ou en Australie, ou s'il ralentira fortement la croissance américaine l'an prochain. Même ce dernier scénario ne semble pas effrayer pour l'instant les marchés, qui l'ont anticipé. Et si les Etats-Unis demeurent la première économie mondiale, ils pèsent d'un poids relatif moindre depuis le réveil asiatique et l'envol des matières premières profitant à nombre de pays émergents.

#### Le boom des actions



Donc, les sociétés suisses ont des carnets de commandes bien remplis. Les résultats de trois d'entre elles – Nestlé, Kudelski et Swatch – ont présenté une similitude remarquable la semaine dernière. Ils ont tous «déçu en bien», comme disent les Vaudois, ou «nettement dépassé les attentes» pour adopter le jargon des analystes. A vrai dire, il était possible d'anticiper les bonnes nouvelles de ces trois entreprises: il suffisait d'écouter leurs patrons respectifs expliquer leurs décisions et leur stratégie ces deux dernières années, et Dieu sait s'ils y consacrent aujourd'hui une part importante de leur temps!

Mais les analystes (et les journalistes) font de moins en moins confiance aux hommes et de plus en plus aux chiffres. Ils comparent l'évolution des ventes et des bénéfices, le rapport de ces derniers avec le prix de l'action, y ajoutent les performances de la concurrence dans de grands tableaux Excel, et débrouille-toi investisseur! Or si les chiffres rassurent en façade, ils disent peu de chose sur

la dynamique, les choix et la cohérence du management, facteurs essentiels des succès futurs d'une entreprise.

Prenez Swatch. On annonce depuis dix ans la dégringolade de son segment entrée de gamme, mais c'est sous-estimer la ténacité et les idées du clan Hayek, sans compter ses perçées là où on le l'attendait pas (Bréguet par exemple). Prenez Nestlé. Les analystes ont d'abord balayé comme pur discours marketing les investissements du groupe dans le secteur «nutrition et bien-être». Aujourd'hui que sa contribution n'est plus négligeable, ils s'y intéressent, mais prêtent une oreille insuffisamment attentive à un autre axe stratégique plus récemment annoncé par Nestlé – celui des aliments à bas coûts fabriqués et distribués selon des processus conçus dans et pour les pays émergents comme le Brésil, qui sont un plus gros réservoir de croissance que les riches retraités occidentaux.

Le cas de Kudelski est le plus intéressant. Parce que l'entreprise

de Cheseaux ne vend elle-même aucun produit grand public, contrairement à Logitech, et qu'elle travaille dans un domaine à la fois complexe et en perpétuel mouvement (l'accès payant au contenu télévisuel), ses risques ont été largement pris en compte tandis que son potentiel était sous-estimé. Le puzzle complet de ses activités commence à se dessiner: TV par câble, satellite, via Internet ou sur téléphone mobile, Kudelski propose des solutions praticables et concurrentielles pour tous ces canaux à ceux qui les maîtrisent le mieux, les opérateurs.

Tout investissement dans une société est un pari. Reste que l'expérience, l'énergie et la stabilité de management sont des facteurs importants de succès, et que les grilles de lecture actuelles n'en tiennent pas assez compte. Tant pis pour les analystes, et tant mieux pour la Suisse romande: les trois sociétés qui ont «déçu en bien» la semaine dernière y totalisent quelque 20 000 emplois directs qualifiés, voire hautement qualifiés.

## Kiosque

### Une thèse monétaire à contretemps

#### The Future of Money

Benjamin J. Cohen  
Princeton  
294 pages



Enfin un livre qui prend le consensus économique à contre-pied. Dans le sillage de leuro et de la dollarisation de plusieurs pays, la plupart des économistes s'attendent à une diminution du nombre de monnaies dans le monde. La globalisation et les conséquences des économies d'échelle suffisent en général à l'argumentation. Le professeur californien Benjamin Cohen, auteur de nombreux ouvrages sur les monnaies, prend le chemin inverse de cette thèse dite de la «contraction contentieuse».

A son avis, l'opinion dominante accorde trop peu de poids à l'évolution de l'offre. Le nombre de monnaies va s'accroître à l'avenir et rendre la conduite de la politique monétaire plus ardue. Car des nouvelles monnaies apparaissent, fruits d'initiatives

multiples, venant de l'Etat, par exemple de communes, et du privé, à l'image du commerce de détail. Les motivations sont multiples. Et l'introduction de la monnaie électronique complique encore ces structures de plus en plus floues.

Nul doute que la territorialité des monnaies tend à disparaître. D'ailleurs le phénomène du lien direct entre territoire et monnaie est resté limité dans l'histoire. Aujourd'hui la concurrence entre les monnaies prend des formes multiples, ainsi que l'explique Benjamin Cohen. Certaines monnaies s'imposeront progressivement.

Mais la redistribution des pouvoirs qui accompagne ces changements pourrait aboutir à un paysage monétaire assez étonnant. Une nouvelle hiérarchie? Parfois la souveraineté monétaire sera partagée, parfois elle sera abandonnée. Ce jeu compliquera la tâche des banques centrales. Le risque d'instabilité et de conflit ne pourra être maîtrisé qu'à l'aide de coopérations accrues entre les grandes puissances monétaires et sans doute sous l'égide du FMI.

L'ouvrage permet surtout de se plonger dans l'histoire des monnaies, de mieux comprendre leur fonction, et de confronter les idées dominantes à un scénario original et convaincant.

**Emmanuel Garessus**